

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ferai part des sentiments de l'honorable député aux autres premiers ministres provinciaux.

* * *

LE BIEN-ÊTRE

LA POLITIQUE RELATIVE AUX GARDERIES— POUR PARLER AVEC LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES DU QUÉBEC

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le ministre peut-il dire à la Chambre si, à la suite des entretiens qu'il a eus avec le ministre des Affaires sociales du Québec, des modifications ont été apportées à la politique du ministère quant aux garderies?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur le président.

* * *

LES FINANCES

LES PROVINCES OPPOSÉES AU CONTRÔLE DES PRIX— DEMANDE DE PRÉCISIONS

[Traduction]

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, j'ai une question qui fait suite à une série de questions posées auparavant à différents ministres au sujet de la conférence de la semaine dernière. Je poserai ma question au premier ministre. Lors d'un compte rendu télévisé des délibérations de la conférence, le premier ministre a déclaré, si je puis me permettre de le citer: «Les deux plus importantes provinces étaient opposées au contrôle des prix». Le très honorable représentant pourrait-il satisfaire ma curiosité et nommer pour le pays...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député voudrait-il avoir l'obligeance de poser sa question directement. Je pensais que nous avions consacré assez de temps, plus tôt, à nous sortir des problèmes qui découlent des allusions aux déclarations faites en dehors de la Chambre.

M. Fairweather: Avec le plus grand respect, monsieur l'Orateur, le problème découle en partie du fait qu'il s'agit d'une question supplémentaire à une question posée plus tôt, et je devais donc en donner le contexte. J'aimerais savoir quelles sont les deux provinces que le ministre considère comme les plus importantes, et cela fait-il partie de la nouvelle formule fédérale? Quelles sont les deux provinces les plus importantes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, si le député lit le communiqué, il constatera que la majorité des provinces ont déclaré qu'à leur avis cela n'était pas...

Une voix: Ne contournez pas la question.

M. Fairweather: Le document télévisé nous montrera ce que vous avez dit.

M. Trudeau: Je conviens avec le député que j'ai fait une déclaration dans ce sens.

M. Baldwin: Quelles sont donc ces deux provinces?

Questions orales

M. Trudeau: Deux de celles qui ont déclaré qu'elles s'y opposaient.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM—LA QUESTION DU RETRAIT DU CONTINGENT CANADIEN DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE—DEMANDE DE DÉBAT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné le rôle ridicule, sinon incongru, que le contingent canadien à la CICS se voit obligé de jouer du fait des agissements des autres membres de la Commission, le gouvernement en est-il venu à une conclusion en ce qui concerne le retrait des troupes canadiennes? Dans l'affirmative, le gouvernement ayant pris une décision et étant de ce fait responsable de ce qui se passe, étudierait-on la possibilité d'un débat à ce sujet à la Chambre avant le retrait?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a pris une décision et j'ai l'intention de la communiquer à la Chambre demain.

M. Diefenbaker: Le ministre nous dirait-il en quoi elle consiste?

M. Sharp: Non.

M. l'Orateur: Je cède la parole au député d'Oshawa-Whitby.

M. Diefenbaker: Il ne veut pas en parler. C'est dire qu'il y aura retrait.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je présente des excuses au député d'Oshawa-Whitby mais je crois que le très honorable député de Prince-Albert désire poser une question supplémentaire.

M. Diefenbaker: Oui, monsieur l'Orateur. Si le gouvernement a pris une décision, il est à espérer que l'annonce ne sera pas faite à l'extérieur avant de l'être à la Chambre, ce qui s'est trop souvent produit dans le passé. Je demande au ministre: fera-t-on l'annonce à la Chambre?

M. Sharp: C'est ce que j'ai dit, monsieur l'Orateur. J'ai dit que je communiquerai la décision à la Chambre demain.

* * *

LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

LE PROJET DE LOI—LE CAS DES COLLECTEURS DE FONDS POUR LES PARTIS POLITIQUES—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre. M. J.-P. Ostiguy a reconnu récemment qu'on le désignait généralement comme un «argentier» du parti libéral, alors qu'il est membre du comité consultatif du ministre de l'Industrie et du Commerce. Le premier ministre peut-il dire à la Chambre si les situations comme celle-là seront prévues dans le projet de loi sur les conflits d'intérêts?